



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 17 JUIN 2024

portant autorisation à la société EQIOM GRANULATS
pour l'exploitation d'une carrière de matériaux alluvionnaires sur le territoire des communes de
BISCHWILLER et de GRIES et pour son extension sur le territoire de la commune de BISCHWILLER

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181 et suivants, L. 512-1 et suivants, R. 181-1 et suivants et R. 512-1 et suivants ;
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et la nomenclature eau ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 09 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc..., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 08 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégé sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2001 autorisant la société ORSA GRANULATS ALSACE à poursuivre et étendre l'exploitation de la carrière sur les territoires des communes de Bischwiller et de Gries ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2002 autorisant la société HOLCIM GRANULATS à exploiter, en lieu et place de la société ORSA GRANULATS ALSACE, la carrière sur les territoires des communes de Bischwiller et de Gries ;

- VU** l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2015 portant approbation des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondant ;
- VU** l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin en date du 18 mars 2022, portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (S.D.A.G.E.) Rhin-Meuse ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2022 portant prescription d'un diagnostic archéologique ;
- VU** le schéma départemental des carrières du Bas-Rhin approuvé par l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2012 ;
- VU** le dossier de porter à connaissance déposé le 07 février 2022 et complété le 1^{er} décembre 2022 par la société EQIOM GRANULATS ;
- VU** l'avis de l'agence régionale de santé du 21 février 2022 ;
- VU** le rapport du 10 mai 2023 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU** l'avis de l'autorité Environnementale en date du 28 mars 2023 ;
- VU** le mémoire du 09 juin 2023 adressé par la société EQIOM GRANULATS, en réponse à l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) ;
- VU** la décision en date du 11 juillet 2023 du président du tribunal administratif de Strasbourg, portant désignation du commissaire-enquêteur ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 28 août 2023 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 30 jours minimum du 22 septembre 2023 au 24 octobre 2023 inclus sur le territoire des communes de Bischwiller et de Gries ;
- VU** l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;
- VU** la publication en dates du 05 septembre 2023 et du 29 septembre 2023 de cet avis dans deux journaux locaux ;
- VU** le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;
- VU** le courriel du 25 janvier 2024 adressé par la société EQIOM GRANULATS en réponse aux recommandations assorties à l'avis favorable rapporté par le commissaire de l'enquête publique ;
- VU** l'avis émis par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, réunie en sa formation « Carrières » le 04 juin 2024 ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à 32 du code de l'environnement, des observations des services déconcentrés et établissements publics de l'État ;

CONSIDÉRANT que les consultations effectuées dans le cadre de la procédure d'instruction ont mis en évidence que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement des impacts du projet en faveur des espèces protégées proposées par le demandeur, reprises et complétées aux articles ci-dessous, doivent permettre de ne pas remettre en cause le cycle biologique des espèces protégées présentes sur le site du projet et exempter le projet d'une demande de dérogation au titre des espèces protégées en l'absence d'impacts résiduels significatifs ;

CONSIDÉRANT qu'une surface de 6,72 ha de zones humides identifiées lors de l'état initial sera impactée et détruite dans le cadre du projet ; que le projet de réaménagement prévoit des mesures compensatoires satisfaisantes reprises dans le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que la demande d'autorisation porte sur un volume de prélèvement net d'eau pour le traitement des matériaux de 250 000 m³/an, en tenant compte la restitution au milieu estimée à 88 % du volume pompé ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

APRÈS communication du projet d'arrêté au pétitionnaire ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1 : BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société EQIOM GRANULATS, 33389261001034, dont le siège social est situé Colisée Garden - 10 avenue de l'Arche - 92419 COURBEVOIE CEDEX, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté à exploiter sur le territoire des communes de BISCHWILLER et de GRIES, au 60 rue de Strasbourg - 67240 BISCHWILLER, une carrière et des installations de traitement des matériaux comportant les installations détaillées dans les articles suivants. Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants, conformément au plan parcellaire en annexe.

Commune	Lieu-dit	Section	Parcelles	
Gries	Auf dem Watt	29	174	Renouvellement 2510
Bischwiller	Bruchwald	71	4 - 10 - 11 - 12 - 13 - 16 - 17pp	Renouvellement 2510
	Altai	83	138 - 199pp - 200	Renouvellement 2515 / 2517
	Altai	83	171pp	Renouvellement 2515
	Stockmatten	84	1 - 6	Renouvellement 2510 / Extension 2510
	Stockmatten	84	2 - 3 - 4 - 5	Renouvellement 2510
	Waldbrüch	84	21 - 22 - 23 - 24 - 25 - 26 - 27 - 28	Extension 2510

	Buchhorst	84	30	Renouvellement 2510 / Extension 2510
	Buchhorst	84	31 - 32 - 33 - 34 - 35 - 36 - 37 - 38 - 39 - 40 - 41 - 42 - 43 - 44 - 45 - 46 - 47	Renouvellement 2510
	Kiesgrube	84	48	Renouvellement 2510 / 2515 / 2517
	Roethel	84	51	Renouvellement 2510
	Waldbruch	84	67pp - 84 - 85 - 105pp	Extension 2510
	Waldbruch	84	78 - 80pp - 82	Renouvellement 2510
	Waldbruch	84	79 - 81pp - 83	Renouvellement 2510 / Extension 2510
	Buchhorst	84	87 - 107	Renouvellement 2510
	Roethel	84	95	Renouvellement 2510 / 2515 / 2517
	Roethel	84	99	Renouvellement 2515
	Stockmatten	84	100	Renouvellement 2510
	Stockmatten	84	101	Renouvellement 2510 / Extension 2510
	Roethel	84	104	Renouvellement 2510 / Extension 2510
	Waldbruch	84	105pp	Extension 2510
	Buchhorst	84	107	Renouvellement 2510
	Kiesgrube	84	108pp	Renouvellement 2510
	Waldbruch	84	119pp - 121pp - 123pp - 125pp - 127pp - 129pp - 131pp - 133pp - 135pp - 137pp	Extension 2510

Toute modification cadastrale est portée à la connaissance de la préfecture et de l'inspection des installations classées.

1.1.2 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Les dispositions des arrêtés ministériels (régime de l'Autorisation, « A ») et des arrêtés ministériels de prescription générales (régimes de la Déclaration et de l'Enregistrement, « D » et « E ») s'appliquent sans préjudice des dispositions du présent arrêté et dans le respect des règles d'antériorité.

ARTICLE 1.2 : NATURE DES INSTALLATIONS

Le site concerne l'exploitation d'une carrière et des installations de traitement associées.

Les installations exploitées dans le cadre de la présente autorisation relèvent des rubriques suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Quantité autorisée	Régime (*)
2510-1	Exploitation de carrières	<p>Superficie autorisée : 133 ha 30 a 71 ca</p> <p>Quantité maximale extraite annuellement : 950 000 tonnes</p> <p>Quantité moyenne extraite annuellement : 500 000 à 600 000 tonnes</p> <p>Quantité totale à extraire : 17 000 000 tonnes soit 8 600 000 m³ (densité 1,98)</p> <p>Surface exploitable : 110 ha 18 a 91 ca</p>	A
2515-1a	1. Installations de broyage, concassage, criblage, [...] de pierres, cailloux, minerais [...] en vue de la production de matériaux. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation a) étant supérieure à 200 kW	Puissance totale autorisée : 980 kW	E
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. 1. La superficie étant supérieure à 10 000 m ²	45 000 m ²	E

(*) A (Autorisation) ; E (Enregistrement)

Rubrique IOTA	Articulation IOTA/ICPE	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
3.2.3.0 -1°	Intrinsèque ICPE 2510-1	Plan d'eau permanent ou non	La superficie du plan d'eau est supérieure ou égale à 3 ha	Plan d'eau de 110 ha	(-)
3.3.1.0 -1°	Intrinsèque ICPE 2510-1	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais	La zone asséchée ou mise en eau est : 1° Supérieure ou égale à 1 ha	Mise en eaux des zones humides recensées au niveau de l'extension (6,70 ha)	(-)
1.1.2.0 -1°	Intrinsèque ICPE 2515-1a	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé	Le volume total prélevé est : supérieur à 200 000 m ³ /an Prélèvement dans le plan d'eau	2 pompes : à proximité du module de traitement des sables. Le volume net prélevé étant estimé à 250 000 m ³ par an pour un prélèvement brut maximal annuel de 2 085 000 m ³	(-)
1.1.1.0	Connexe ICPE 2510-1	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	/	4 ouvrages pour la surveillance des eaux souterraines dont 1 piézomètre amont et 3 piézomètres aval	D

(-) Rubrique IOTA pour information car identique ou intrinsèque à la rubrique ICPE porteuse de l'autorisation

(*) A (Autorisation) ou D (Déclaration)

ARTICLE 1.3 : CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

ARTICLE 1.4 : DURÉE DE L'AUTORISATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ

1.4.1 Cessation d'activité et remise en état

La surface à remettre en état correspond à l'emprise totale de la carrière.

La remise en état est accomplie dans le respect du phasage précisé dans les prescriptions relatives aux garanties financières.

La remise en état finale est coordonnée à l'exploitation de la carrière et est achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation d'exploiter, sauf dans le cas d'une demande de renouvellement de l'autorisation. À la date de fin de l'autorisation, il n'est conservé, dans l'emprise de la carrière, aucun stock, matériel, outillage, équipement de travail, déchets... liés à l'activité de la carrière. En fin d'exploitation, tous les produits dangereux ou susceptibles de polluer les eaux ou les sols ainsi que tous les déchets sont valorisés ou éliminés dans des installations autorisées à les traiter. L'exploitant le justifie au moment de la notification de cessation d'activité.

La remise en état du site est conduite pour permettre un usage futur déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3 conformément à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

La remise en état est réalisée dans les conditions fixées par l'étude d'impact et dans les annexes du dossier en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté. Le site remis en état est conforme au plan de l'état final annexé au présent arrêté.

1.4.2 Durée de l'autorisation

En application des articles L. 181-21, L 181-28 et L 515-1 du code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter la carrière est accordée pour une durée de **30 ans** à compter de la notification du présent arrêté.

L'autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits d'extraction dont bénéficie le titulaire.

1.4.3 Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les installations.

ARTICLE 1.5 : GARANTIES FINANCIÈRES

1.5.1 Montant des garanties financières

Conformément au paragraphe IV de l'article R516-2 du code de l'environnement, le montant des garanties financières est établi compte tenu des opérations de remise en état du site après exploitation.

Le montant des garanties financières est calculé en référence aux plans joints en annexe III du présent arrêté. L'avancée des travaux d'exploitation et de remise en état est réalisée dans le respect de ces plans.

Le montant des garanties pour chacune des périodes est fixé dans le tableau ci-après, par référence à l'indice TP01 de septembre 2022 (128,4).

Le taux de TVA applicable au moment du calcul du montant est 0,2.

Période	Phasage d'exploitation concerné	Montant TTC des garanties financières (€)
T0 à T0+5	1	958 045 €
T0+5 à T0+10	2	696 457 €
T0+10 à T0+15	3	634 446 €
T0+15 à T0+20	4	688 254 €
T0+20 à T0+25	5	684 641 €
T0+25 à T0+30	6	622 825 €

1.5.2 Établissement des garanties financières

Avant le démarrage des travaux, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

1.5.3 Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins six mois avant la date d'échéance du document attestant de la constitution des garanties financières.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet et à l'inspection des installations classées, au moins six mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 1.6 : IMPLANTATION

Les installations sont implantées conformément au plan de situation en annexe et aux éléments présentés dans le dossier de demande d'autorisation.

Les bords des excavations sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites sur lequel porte la présente autorisation d'exploiter ainsi que des éléments de surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 1.7 : DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non encadrée par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non encadré par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas, des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

ARTICLE 1.8 : CONSIGNES

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers liés à l'activité et aux produits stockés ou utilisés dans l'installation.

TITRE 2 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

ARTICLE 2.1 : PROPRETÉ, ENVOLS DE POUSSIÈRES, DIVERS

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les zones de stockages ainsi que les installations de traitement des matériaux font l'objet de mesures telles que l'humidification lorsque nécessaire ;
- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées, convenablement nettoyées et arrosées si nécessaire sauf par temps de gel ;
- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;
- les installations de traitement des matériaux disposent d'un capotage.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Les moteurs des engins et des camions sont arrêtés pendant les phases d'attente et de chargement.

ARTICLE 2.2 : SURVEILLANCE DES RETOMBÉES ATMOSPHÉRIQUES

L'exploitant met en œuvre les dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.

Un bilan annuel des suivis trimestriels des retombées de poussières dans l'environnement est transmis chaque année à l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement (mesures de retombées de poussières réalisées selon la méthode des plaquettes).

TITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 3.1 : PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Conformément aux dispositions de l'article L512-7-3 du Code de l'environnement, à la demande justifiée dans le dossier de demande, l'exploitant est autorisé à déroger aux dispositions de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé et est tenu à respecter les dispositions suivantes :

- le prélèvement maximum net effectué dans le milieu naturel ne dépasse pas 250 000 m³ ;
- l'utilisation et le recyclage des eaux pluviales non polluées sont privilégiés dans les procédés d'exploitation, de nettoyage des installations d'arrosage des pistes, etc... pour limiter et réduire le plus possible la consommation d'eau ;
- les rejets d'eaux industrielles à l'extérieur du site sont interdits.

ARTICLE 3.2 : CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET

3.2.1 Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau et favoriser le recyclage.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure

totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

3.2.2 Dispositions particulières

3.2.2.1 Catégories d'effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

Catégories d'effluents	Destination et mode de traitement
Eaux pluviales de ruissellement non susceptibles d'être polluées	Infiltration naturelle dans le sol ou ruissellement en direction du plan d'eau d'exploitation.
Effluents de l'aire de ravitaillement, d'entretien et de lavage des engins (dont eaux pluviales qui y tombent)	Traitement par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le plan d'eau d'exploitation.
Eaux de procédé	Les eaux de procédé sont collectées dans une installation de traitement des sables puis sont rejetées dans deux bassins de décantation en série avant rejet dans le plan d'eau par surverse.

Catégories d'effluents	Destination et mode de traitement
Eaux polluées collectées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction qui auraient pu être collectées à l'issue de l'accident)	Traitement comme déchets si produits toxiques avérés.
Eaux usées domestiques	Système d'assainissement autonome (fosse septique).

3.2.2.2 Entretien des dispositifs de traitement

Les deux bassins de décantation :

- sont suffisamment dimensionnés pour absorber le débit et la charge des eaux y pénétrant ;
- ont une forme et une conception facilitant la sédimentation des matières en suspension et facilitant leur curage ;
- sont inspectés régulièrement pour éviter leur saturation, au moins une fois par trimestre et curés autant de fois que nécessaire pour assurer leur fonctionnement ;
- un registre des inspections et des opérations de curage est tenu indiquant le bassin, la date et la quantité curée. Ce registre est archivé et mis à disposition de l'inspection des installations classées.

Les eaux pluviales ruisselant sur l'aire de ravitaillement sont collectées et traitées par un séparateur à hydrocarbures, avant rejet.

Le séparateur à hydrocarbures est entretenu et, si nécessaire curé, aussi souvent que nécessaire, et au moins une fois par an. Les fiches de suivi de l'entretien et du nettoyage du dispositif, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont archivés par l'exploitant et mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le point de rejet des eaux résiduaires à la sortie du système de traitement des eaux de l'aire de ravitaillement et d'entretien des engins doit être aménagé pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.

ARTICLE 3.3 : SURVEILLANCE DES REJETS

3.3.1 Contrôle des rejets du séparateur d'hydrocarbures

À la sortie du système de traitement des eaux de l'aire de ravitaillement, la concentration en hydrocarbures est analysée annuellement par un laboratoire agréé. La concentration en hydrocarbures doit être inférieure à 5 mg/l.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas de dépassements de la valeur limite fixée. Il présente les dispositions envisagées pour y remédier.

Les prélèvements sont effectués par le laboratoire ou par une entreprise extérieure spécialisée.

3.3.2 Contrôle des rejets en sortie des bassins de décantation

Les points de rejet des eaux de procédé à la sortie des bassins de décantation sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et des interventions en toute sécurité.

ARTICLE 3.4 : SURVEILLANCE DES EFFETS DES REJETS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES ET LES SOLS

3.4.1 Surveillance des eaux souterraines

3.4.1.1 Réseau de surveillance

Le réseau de surveillance se compose de 4 ouvrages piézométriques : un piézomètre implanté en amont et trois piézomètres implantés en aval (dont un à implanter en aval du secteur de l'extension conformément au plan en annexe).

Le quatrième dispositif est créé dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

L'exploitant surveille régulièrement les forages et les entretient, en vue de garantir la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. À cet effet, il prend tout moyen pour empêcher l'accès à la nappe au niveau de la tête de l'ouvrage et pour empêcher les infiltrations depuis la surface du sol.

En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

3.4.1.2 Programme de surveillance

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine en vigueur (code de la santé publique).

Un contrôle de la qualité des eaux est réalisé une fois par an, à partir d'un prélèvement réalisé au droit du réseau de surveillance défini à l'article précédent.

Les analyses portent sur les paramètres suivants : pH, température, conductivité, chlorures, sulfates, nitrates, carbone organique total, hydrocarbures totaux, indice phénol, azote global, métaux (As, Cr, Pb, Fe, Hg, Cu, Zn).

Le niveau piézométrique des ouvrages de surveillance est relevé à chaque prélèvement d'échantillon. Une carte des courbes isopièzes est établie à chaque campagne de prélèvement.

L'Inspection des installations classées peut demander à l'exploitant de faire réaliser des analyses sur des paramètres différents de ceux qui sont énumérés ci-dessus.

3.4.1.3 Analyse et actions correctives

L'exploitant analyse et interprète les résultats de la surveillance des eaux souterraines en référence à l'état initial (déterminé par rapport aux résultats précisés dans l'étude d'impact) et aux valeurs de référence des eaux brutes définies par l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique.

Le cas échéant, il prend les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou des écarts par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

3.4.1.4 Transmission des résultats

Sauf impossibilité technique, les résultats des analyses sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'actions correctives.

L'exploitant conserve les documents sous format papier et les tient à la disposition de l'Inspection des installations classées pendant une durée de cinq ans.

TITRE 4 - MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION

La présente autorisation est accordée sous réserve de la mise en œuvre et du suivi des engagements pris par le pétitionnaire et inscrits dans le dossier de demande dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté, et notamment des mesures suivantes :

4.1 Mesures d'évitement

4.1.1 Évitement géographique - zone tampon

En mesure d'évitement de destruction d'habitats et d'individus liés à ces habitats, la zone située entre la limite d'exploitation ICPE et la limite de la zone d'extraction, à l'exception des entrées et sorties du site, est l'objet :

- d'un balisage et de la mise en place de panneaux pédagogiques ;
- d'une interdiction de circulation, d'emprise et de stock.

4.1.2 Bruit

L'extraction est autorisée par des équipements de dragage et de redragage à motorisations électriques, l'utilisation d'équipements à moteurs thermiques est interdite.

Le transport du tout-venant extrait est autorisé par convoyeurs à motorisations électriques, l'utilisation d'équipements à moteurs thermiques est interdite.

4.2 Mesures de réduction

4.2.1 Réduction temporelle

4.2.1.1 Aménagement du phasage d'exploitation

Les travaux de décapage sont interdits sur les périodes de début mars à fin septembre.

4.2.1.2 Adaptation des heures d'exploitation

Les travaux d'exploitation sont interdits de nuit sur les périodes de début mars à fin octobre.

4.2.2 Réduction technique

4.2.2.1 Isolement des zones de chantier : protection des amphibiens

Une barrière imperméable aux amphibiens de 50 cm au moins est installée préalablement aux travaux de décapage. Au long de cette barrière, tous les 20 mètres au moins, un dispositif échappatoire est implanté.

L'entretien et les réparations des dispositifs sont effectués afin d'en garantir l'efficacité.

Le constat de présence d'amphibiens dans la zone de chantier est obligatoirement suivi :

- d'un balisage spécifique de la zone de présence d'amphibiens ;
- d'un arrêt des activités sur la zone de présence d'amphibiens ;
- de l'intervention d'un écologue habilité ou d'une association pour le déplacement des individus. A l'issue de l'intervention, la reprise des travaux est autorisée.

4.2.2.2 Limitation des poussières

Un arrosage est mis en œuvre dès que les travaux de décapages entraînent l'envol de poussières.

4.2.2.3

La clôture de l'installation est réalisée avec un dispositif limitant le frein aux déplacements des espèces, avec au moins un espace vide de 15 cm entre le bas du dispositif et le sol. La clôture assure la sécurité du public.

4.2.2.4 Adaptation de l'éclairage

L'éclairage du site :

- est interdit hors périodes d'activité d'exploitation ;
- est couplé à détection de présence aux points où la présence de personnel n'est pas permanente ;
- est adapté pour limiter les pollutions : les lampes à vapeur de mercure et les lampes à iode métallique sont interdites.

4.2.2.5 Mesures spécifiques aux espèces envahissantes

Durant l'exploitation du site :

- le maintien de zones nues est interdit ;
- le compostage des déchets verts issus des espèces envahissantes est interdit ;
- le gyrobroyage suivi de projection des débris végétaux est interdit ;

- l'import et l'export de terres végétales est interdit ;
- l'utilisation de produits phytosanitaires est interdite ;
- les espèces identifiées sur l'emprise de la carrière font l'objet d'un traitement adapté pour assurer leur maîtrise voire leur éradication. Les travaux d'arrachage n'entraînent pas de perturbation des sols. Un suivi est mis en œuvre pour s'assurer de l'efficacité du traitement.

4.2.2.6 Comblement des ornières

Durant l'exploitation du site, les ornières occasionnées par la circulation d'engins sont rebouchées. Un dispositif d'information des opérateurs sur le site est mis en place.

Le constat de présence d'amphibiens dans une zone :

- d'un balisage spécifique de la zone de présence d'amphibiens ;
- d'un arrêt des activités sur la zone de présence d'amphibiens ;
- de l'intervention d'un écologue habilité ou d'une association pour le déplacement des individus. A l'issue de l'intervention, la reprise des travaux est autorisée.

4.2.2.7 Réaménagement coordonné et exploitation progressive

Les travaux de décapage se limitent aux surfaces exploitables à court terme.

Les travaux de réaménagement respectent le phasage d'exploitation défini à l'article 8.1.1 du présent arrêté.

4.2.2.8 Transplantation de grande pimprenelle

Préalablement aux décapages sur la zone d'extension, une récolte de graines, en période adaptée, est réalisée. Un ensemencement par les graines récoltées est effectué sur prairie humide. Ces dispositions sont suivies par un écologue, dans le cadre des compléments au suivi écologique prescrit à l'article 4.4 du présent arrêté.

4.2.2.9 Maintien de zones favorables au Petit gravelot

Sur les périodes d'avril à septembre, au moins une zone adaptée à la nidification de l'espèce Petit gravelot sera maintenue et balisée.

4.2.2.10 Divers

L'exploitant justifie l'entretien périodique des matériels de convoyage et de traitement et consigne les contrôles et maintenances dans un registre tenu à disposition de l'inspection.

4.3 Mesures de compensation

Le planning prévisionnel des actions figure en annexe du présent arrêté.

4.3.1 Compensation des zones humides

4.3.1.1 Décaissement de la digue au nord est du plan d'eau

Une zone humide est créée sur le lieu du décaissement. Les matériaux issus du décaissement sont utilisés pour la création de roselières.

4.3.1.2 Création de roselières au nord est du plan d'eau

Une zone de hauts fond de 0,47 ha au minimum est créée au nord est du plan d'eau. Cette zone présente des profondeurs d'eau diversifiées comprises entre 0,10 m 0,50 m et des pentes douces.

4.3.1.3 Étrépage léger

Au droit des parcelles référencées SC8B, SC8E et SC8F dans l'étude d'impact annexée au dossier de demande susvisé, un étrépage sera réalisé pour supprimer l'épaisseur de sol argileux.

4.3.1.4 Plantation de boisements mixtes hygroclines

Au nord est du plan d'eau, une zone humide de 1,8 ha au minimum est plantée d'espèces mixtes hygroclines et entretenue.

Au droit des parcelles référencées SC8B dans l'étude d'impact annexée au dossier de demande susvisé, une zone humide de 0,69 ha est plantée d'espèces mixtes hygroclines et entretenue.

4.3.1.5 Plantation de saulaies

Au nord est de l'île, sur une zone de 1,53 ha au minimum, une saulaie est plantée et entretenue.

Au droit des parcelles référencées SC8B dans l'étude d'impact annexée au dossier de demande susvisé, une saulaie de 0,30 ha au minimum est plantée et entretenue.

4.3.1.6 Plantation de fourrés ripicoles

Au droit des parcelles référencées SC8C dans l'étude d'impact annexée au dossier de demande susvisé, une zone de 0,30 ha au minimum est plantée de fourrés ripicoles et entretenue.

4.3.1.7 Plantation de haie Simple

Au droit des parcelles référencées SC8C dans l'étude d'impact annexée au dossier de demande susvisé, une longueur de 465 m minimum est plantée de haies simples.

4.3.1.8 Plantation de haies multi strate

Au droit des parcelles référencées SC8A dans l'étude d'impact annexée au dossier de demande susvisé, une longueur de 221 m minimum est plantée de haies multi strate.

Au droit des parcelles référencées SC8B dans l'étude d'impact annexée au dossier de demande susvisé, une longueur de 150 m minimum est plantée de haies multi strate.

Au droit des parcelles référencées SC8C dans l'étude d'impact annexée au dossier de demande susvisé, une longueur de 370 m minimum est plantée de haies multi strate.

Au droit des parcelles référencées SC8D dans l'étude d'impact annexée au dossier de demande susvisé, une longueur de 95 m minimum est plantée de haies multi strate.

4.3.1.9 Décapage

Au sud ouest de l'île un décapage sera réalisé pour atteindre le terrain naturel.

4.3.1.10 Conversion en prairie humide

Au droit des parcelles référencées SC8A dans l'étude d'impact annexée au dossier de demande susvisé, une zone de 2,83 ha minimum est convertie en prairie humide.

Au droit des parcelles référencées SC8D dans l'étude d'impact annexée au dossier de demande susvisé, une zone de 1,2 ha minimum est convertie en prairie humide.

Au nord est du plan d'eau, une zone de 0,45 ha minimum est convertie en prairie humide.

4.3.1.11 Remblaiement des fossés

Au droit des parcelles référencées SC8C dans l'étude d'impact annexée au dossier de demande susvisé, les fossés sont comblés. L'emploi de matériaux extérieurs à l'exploitation et aux travaux écologiques est interdit.

4.3.1.12 Création de mares forestières

Au droit des parcelles référencées SC8B dans l'étude d'impact annexée au dossier de demande susvisé, une surface de 500 m² est décapée sur 50 cm de profondeur. Des mares de profondeurs variables sont réalisées présentant des berges en pentes faibles et des plantations d'espèces aquatiques et amphibiens.

4.3 Mesures d'accompagnement

Le personnel du site est formé aux enjeux et aux consignes relatifs à la biodiversité. Des consignes sont établies et communiquées au personnel.

Les formations font l'objet d'une traçabilité et d'un renouvellement périodique.

4.4 Suivi écologique des mesures

Un programme de suivi est élaboré, comprenant les objectifs de suivi (portant à la fois sur la mise en œuvre des mesures d'évitement et de réduction et sur l'évolution des populations d'espèces protégées), les modalités, les critères, la fréquence, le nombre de passage par année de suivi, les périodes de passage et le protocole de collecte des données. Le programme de suivi est élaboré dès l'obtention de l'autorisation et transmis à la DREAL.

Les résultats des suivis sont inscrits dans un rapport comportant notamment une liste des espèces rencontrées, une cartographie d'occupation de ces espèces, une évaluation des populations en place et de leur évolution, la localisation des espèces, une évaluation de l'efficacité des mesures mises en place. Ce rapport est rédigé à la fin de chaque année de suivi et transmis à la DREAL avant le 31 janvier de l'année suivante.

Le suivi écologique (relevés et habitats relatif aux zones humides) est réalisé par un écologue ou un organisme compétent en la matière et reconnu comme tel, à la fréquence annuelle les 5 premières années puis tous les 5 ans jusqu'à la fin de l'autorisation d'exploiter (soit N+1, N+2, N+3, N+4, N+5, N+10, N+15, N+20, N+25 et N+30).

Mesure	suivi réalisé	Fréquence
Évitement d'une zone de tampon	Valider le piquetage de la zone	1 fois, au démarrage des travaux
Évitement des zones à enjeux	Valider le piquetage de la zone	1 fois, au démarrage des travaux
	Vérifier qu'il n'y a pas de travaux, de stocks ni de circulation sur les zones évitées + Suivi du maintien des zones humides dans la bande tampon	Lors du passage flore et du passage pédologique faits chaque année avec suivi
Adaptation du plan de phasage	Valider le plan de phasage	1 fois, au démarrage des travaux
	Vérification du calendrier des travaux et de la conformité du réaménagement	Lors du passage flore et du passage pédologique faits chaque année avec suivi
Respect des périodes de sensibilités	Vérifier que les travaux respectent le calendrier de sensibilité de la faune et de la flore	1 fois, au démarrage des travaux
	Vérification du calendrier d'intervention des opérations de maintenance	Lors du passage flore et du passage pédologique faits chaque année avec suivi
Adaptation des heures d'exploitation	Vérification du calendrier effectif pour s'assurer que les travaux sont majoritairement diurnes	1 fois, au démarrage des travaux + lors du passage flore et du passage pédologique faits chaque année avec suivi
Isolement des zones de chantier	Valider l'implantation de la barrière	1 fois, au démarrage des travaux
	Réaliser les opérations de sauvetage (écologues autorisés seulement)	Ponctuel, lorsque nécessaire
Adaptation de l'éclairage	Validation du dispositif d'éclairage et des plages horaires d'utilisation	1 fois, au démarrage

		des travaux
limiter le développement des EEE	Identifier et cartographier les stations d'EEE en amont du chantier	1 fois, au démarrage des travaux
	Suivi du développement des EEE sur le site et proposition des mesures de gestion adaptées	Lors du passage flore et du passage pédologique faits chaque année avec suivi

Les résultats de ces suivis permettront de vérifier l'absence de perte nette de biodiversité.

Une ré-itération de la MNEFZH (méthode nationale d'évaluation des fonctions des zones humides) est transmise tous les 5 ans sur les milieux, même partiellement constitués.

Les résultats des suivis sont retranscrits dans un rapport d'expertise comportant une liste des espèces rencontrées (en plus des espèces cibles), une cartographie d'occupation de l'espace, une évaluation des populations en place et de leur évolution, la localisation des espèces, une évaluation de l'efficacité des mesures mises en place. Les objectifs de suivi, les modalités, la fréquence, le protocole de collecte des données, les critères d'évaluation seront définis avant le 1^{er} rapport de suivi et précisés dans le rapport.

En cas d'insuffisance des mesures mises en œuvre, des mesures correctrices doivent être apportées par l'exploitant afin de maintenir la qualité des habitats et la diversité des populations des espèces protégées impactées ; la préfète est préalablement informée des mesures correctrices proposées.

Dans le cadre du suivi, il est également vérifié l'absence d'espèces exotiques envahissantes. Le cas échéant, des mesures de gestion adaptées sont proposées dans le rapport de suivi.

Les résultats des suivis écologiques sont transmis à la DREAL Grand Est sous format informatique compatible avec le standard régional Grand Est disponible sur le site internet de la DREAL Grand Est, ou à défaut la version 1.2.1. du standard national occurrence de taxon. Les données sont fournies avec une géo-localisation au point (non dégradée). Elles alimenteront le Système d'Information de l'Inventaire du Patrimoine naturel (SINP) avec le statut de données publiques. La transmission de ces données, par le bénéficiaire du présent arrêté, intervient au plus tard le 31 janvier de l'année suivant la collecte des données.

4.5 Transmission des informations SIG

Le bénéficiaire du présent arrêté fournit à la DREAL Grand Est, au format numérique, avant le démarrage des travaux, les éléments nécessaires au respect des dispositions de l'article L.163-5 du Code de l'environnement.

Le démarrage des travaux est conditionné par la validation de ces éléments par les services de l'État.

Il transmet :

- la «fiche projet» renseignée et présentée dans la forme fixée à l'annexe V du présent arrêté ;
- pour chaque mesure compensatoire prescrite dans le présent arrêté ou prévue dans le dossier de demande objet du présent arrêté : la «fiche mesure» renseignée et présentée dans la forme fixée en l'annexe du présent arrêté, ainsi que le fichier au format .zip de la mesure compensatoire (incluant la compression des fichiers .shx, .shp, .dbf, .prj, .qj), obtenu à partir du gabarit QGIS disponible sur le site internet de la DREAL Grand Est.

La mise à jour des données de géolocalisation, des mesures compensatoires est fournie par le bénéficiaire selon les modalités ci-dessus aux échéances suivantes :

- au terme de la réalisation des mesures compensatoires prescrites ;
- à chaque envoi de documents de suivi demandés au présent article.

TITRE 5 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

ARTICLE 5.1 : LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

- Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne dépassent pas en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée (sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite) :

Point de mesure	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Tout point en limite de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

Les émissions sonores émises par les activités ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)
Émergence admissible pour la période allant de 7h00 à 22h00	6 dB(A)	5 dB(A)
Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés	4 dB(A)	3 dB(A)

ARTICLE 5.2 : MESURES PÉRIODIQUES DES NIVEAUX SONORES

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après l'entrée en vigueur du présent arrêté de mise en service de l'installation puis tous les 3 ans.

ARTICLE 5.3 : VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

ARTICLE 5.4 : LIMITATION DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, les éclairages sont éteints une heure au plus tard après la fermeture du site.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion. L'exploitant doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

TITRE 6 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

ARTICLE 6.1 : CONCEPTION DES INSTALLATIONS

6.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu

Sans objet.

6.1.2. Installations électriques

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

6.1.3. Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Sans objet (l'exploitant se réfère aux dispositions des arrêtés ministériels applicables).

ARTICLE 6.2 : DISPOSITIFS ET MESURES DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

6.2.1 Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc...) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

6.2.2. Dispositions générales

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

L'exploitant met en place une surveillance mensuelle des dispositifs interdisant l'accès libre aux personnes étrangères à l'établissement et consigne chaque mois dans un registre les états constatés et les actions de maintenance.

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référente(s) ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

6.2.3 Moyens de lutte contre l'incendie

Le site est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur et de moyens permettant d'alerter rapidement les services d'incendie et de secours.

Les équipements sont repérés, facilement accessibles et maintenus en bon état.

En cas d'accident ou d'incident, l'inspection des installations classées est informée dans les plus brefs délais.

6.2.4 Vérification périodique des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place, conformément aux référentiels en vigueur.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

TITRE 7 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

ARTICLE 7.1 : PRODUCTION DE DÉCHETS, TRI, RECYCLAGE ET VALORISATION

Les principaux déchets produits sont liés à l'entretien des installations et des engins, à l'évacuation des boues du séparateur à hydrocarbures et à l'élimination des déchets verts.

Pour la gestion des déchets l'exploitant privilégie dans l'ordre : la réutilisation, le recyclage, la valorisation énergétique et l'élimination.

TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES

ARTICLE 8.1 : CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AU FONCTIONNEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT

8.1.1 Phasage d'exploitation

Les terrains sont exploités conformément au plan de phasage joint en annexe du présent arrêté.

8.1.2 Extraction

8.1.2.1 Profondeur maximale

L'extraction est réalisée à ciel ouvert et en eau avec une drague à grappin flottante et avec une drague aspirante.

L'exploitation est menée pour permettre un défruits maximum du gisement en profondeur.

La profondeur totale exploitée est autorisée jusqu'à la cote +85 m NGF et sur une épaisseur de 40 m maximum (découverte + gisement).

L'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille, à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur ainsi que les pentes sous eau définies par le présent arrêté.

8.1.2.2 Extraction en eau

L'exploitation est réalisée à l'intérieur du périmètre maximal d'évolution de l'engin d'extraction, de façon à ce que les talus prévus pour la remise en état du site (hors zone de haut-fond) soient obtenus directement par excavation et non par remblayage.

Ils sont réalisés au fur et à mesure de l'exploitation selon des pentes en garantissant la stabilité au long terme du site, à savoir :

- 1/1,5 (environ 33° ou 66 %), pour les parties situées au-dessus de la cote des plus hautes eaux décennales ;
- 1V/10H (environ 6° ou 10 %) entre 0 et 20 m des berges ;
- 1V/2H (environ 26° ou 50 %) au-delà de 20 m des berges.

L'exploitant définit une méthode de repérage des engins d'extraction permettant de garantir le respect de ces prescriptions.

L'exploitant consigne dans un rapport les déplacements des dragues et les positions des extractions. Ce rapport est tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

8.1.3 Plan d'exploitation et coupes

8.1.3.1 Plan d'exploitation

L'exploitant établit un plan d'exploitation orienté à une échelle adaptée à la superficie du site. L'échelle est mentionnée sur le plan. Le plan comprend un maillage selon le système Lambert.

Sur ce plan sont reportés :

- les dates de levée ;
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées ;
- les limites de sécurité et périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales ;
- les clôtures ou tout dispositif équivalent ;
- les bords de la fouille ;
- le périmètre d'extraction ;
- les zones particulières de préservation écologiques ;
- les courbes de niveau (équidistantes, tous les 10 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés ;
- les courbes bathymétriques sur l'ensemble du plan d'eau équidistantes tous les 10 m de profondeur ;
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat et, en particulier, ceux dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique ;
- les installations de prélèvements d'eau ;
- les exutoires de rejets dans le milieu naturel et dans le plan d'eau ;
- l'emplacement exact du bornage ;
- l'étendue des zones décapées et l'emplacement des zones de stockage des déchets inertes d'extraction internes ;
- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières ;
- les zones où l'exploitation est terminée, celles en eau, celles remblayées et celles remises en état ;
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;
- les piézomètres, cours d'eau, et fossés limitrophes à la carrière.

8.1.3.2 Coupes

Des profils sont réalisés dans les zones exploitées, dans les zones où sont constituées des zones de haut-fonds et dans les nouvelles zones remises en état.

Ils sont réalisés dans la direction de la plus grande pente, avec des échelles horizontales et verticales adaptées, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité des zones d'exploitation.

Les coupes présentent les pentes théoriques, telles que mentionnées à l'article 8.1.2 du présent arrêté.

L'exploitant interprète les coupes. Il vérifie notamment la conformité des pentes mentionnées à l'article 8.1.2 du présent arrêté. Les résultats sont consignés dans un registre.

8.1.3.3 Mise à jour

Le plan d'exploitation est mis à jour au moins une fois par an.

L'exploitant réalise un plan bathymétrique du plan d'eau au moins une fois par an.

8.1.4 Décapage

Le décapage des terres de découverte est réalisé de façon sélective pour séparer les horizons humifères et pour préserver leurs caractéristiques.

Le décapage est effectué par campagne, au fur et à mesure de l'avancée des travaux et selon les besoins de l'exploitation.

Préalablement à leur réemploi dans le cadre du réaménagement, le stockage des matériaux de découverte, même temporaire, est effectué séparément pour les horizons humifères et le reste des terres de découverte, en bordure de périmètre de la zone d'extraction, sous forme de merlons dont la hauteur ne dépasse pas 2,5 m.

Les terres de découverte et le tout-venant argileux issus du décapage serviront à la remise en état des berges.

8.1.5 Accès aux voies publiques et propreté

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Les véhicules sortant de l'installation ne sont pas à l'origine d'envols de poussières et n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

8.1.6 Horaires de fonctionnement

Dans les limites précisées au titre 4.2.1.2 du présent arrêté, la carrière et les installations sont exploitées du lundi au vendredi de 5 heures à 22 heures.

8.1.7 Kits anti-pollution

Les engins sont équipés de kits d'intervention qui contiennent le matériel approprié au traitement d'une pollution locale aux hydrocarbures ou à d'autres produits polluants. Les kits peuvent être stockés dans les ateliers ou dans les locaux s'ils sont rapidement et aisément accessibles.

En cas de déversement de produits polluants sur le sol, l'exploitant procède à un décapage des sols. Les terres souillées sont traitées en tant que déchets dans une filière adaptée.

8.1.8 Matérialisation du périmètre d'extraction

Avant le démarrage des travaux d'extraction de chaque phase d'exploitation, l'exploitant met en place un piquetage en tous points nécessaires pour matérialiser le périmètre d'extraction et les distances de recul imposées par le présent arrêté.

ARTICLE 8.2 : MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions des actes préfectoraux antérieurs sont supprimées et remplacées par celles du présent arrêté.

TITRE 9 - MODALITÉS D'EXÉCUTION

Article 9.1 : RESPECT DES PRESCRIPTIONS ET DE LA RÉGLEMENTATION

L'exploitant respecte les prescriptions du présent arrêté ainsi que les dispositions législatives et réglementaires applicables à son installation.

Article 9.2 : MESURES DE PUBLICITÉ

En application des dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, il est procédé aux mesures de publicité suivantes :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet ;
- un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ;
- le présent arrêté est envoyé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées ;
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 9.3 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg Cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

- par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Article 9.4 : EXÉCUTION

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- la société EQIOM GRANULATS,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg ;
- au maire de BISCHWILLER, au maire de GRIES ;
- aux communes de Gumbsheim, Herrlisheim, Kurtzenhouse, Oberhoffen-sur-Moder, Offendorf, Rohrwiler et Weyersheim.

La préfète,
Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général

























Mathieu DUHAMEL

Annexe I

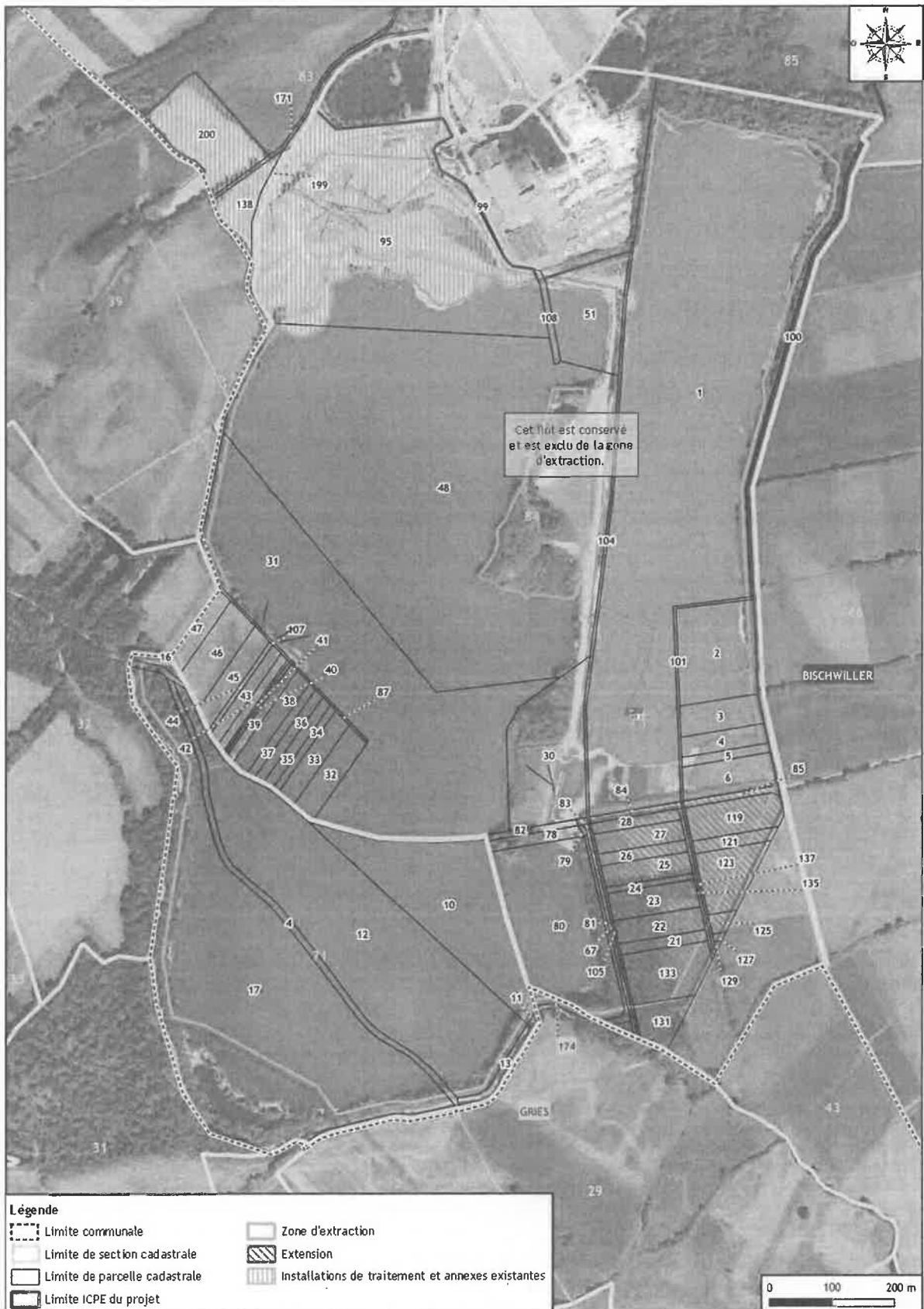
Plan de situation



Légende

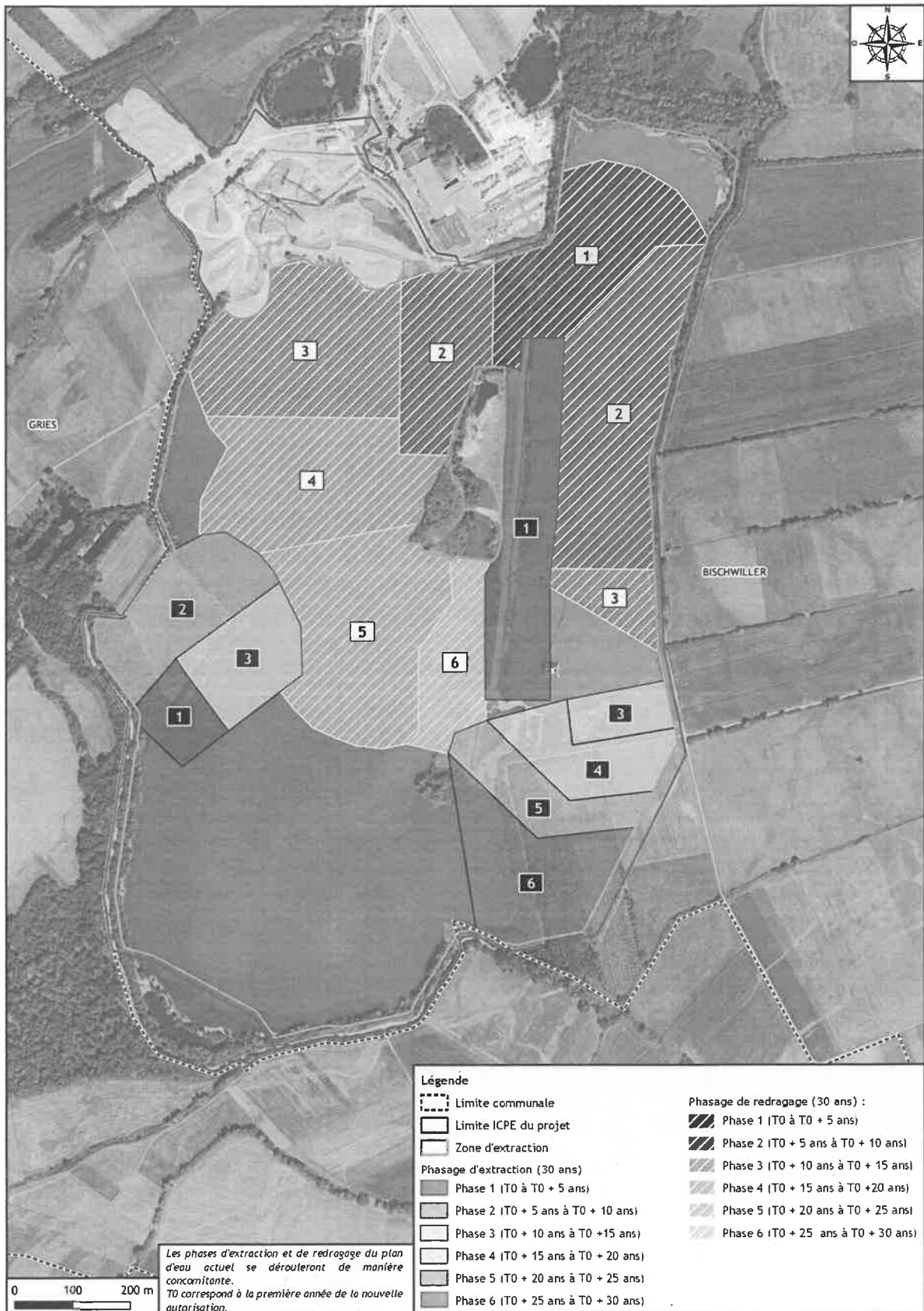
-  Limite communale
-  Limite ICPE du projet
-  Extension sollicitée
-  Limite d'exploitation en eau au sein de l'extension
-  Surface maximale dédiée au transit de matériaux
-  Végétation existante au sein de la limite ICPE et conservée
-  Plan d'eau d'extraction (en date de janvier 2022)
 - Cote bathymétrique du plan d'eau d'extraction (en date de janvier 2022)
-  Autre surface en eau
-  Surface décapée (en date de janvier 2022)
- Réseau hydrographique :**
 -  Temporaire
 -  Permanent
 -  Déversoir du plan d'eau vers le Sausgraben
 -  Trajet des eaux de lavage au cours du traitement par décantation
 -  Piézomètre existant d'EQIOM GRANULATS
 -  Piste et zone revêtues
 -  Piste de circulation (en date de janvier 2022)
 -  Stock de matériaux (en date de janvier 2022)
 -  Talus (en date de janvier 2022)
 -  Canalisation de transport de gaz
 -  Canalisation de transport d'hydrocarbure liquide
 -  Réseau aérien de transport d'électricité
 -  Réseau enterré de distribution d'électricité

Annexe II Plan parcellaire

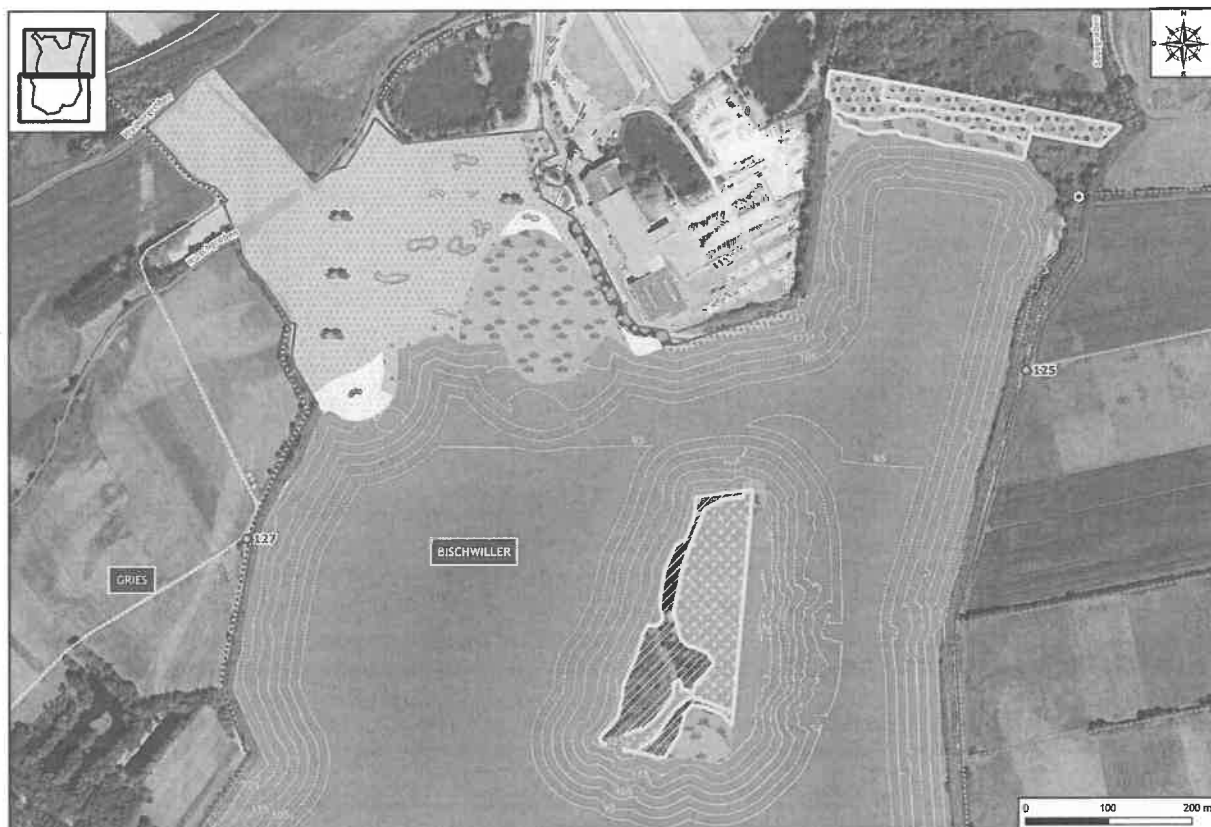





























Annexe III

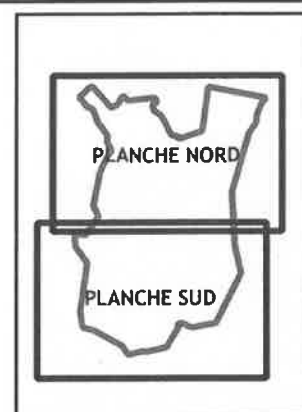
Plan de phasage d'exploitation



Annexe IV Plan de réaménagement



-  Limite communale
-  Limite ICPE du projet
-  Secteur rétrocédé à la commune de Kurtzenhouse
-  Plan d'eau issu de l'extraction
-  Courbe bathymétrique (en mNGF)
- Réseau hydrographique :
 -  Temporaire
 -  Permanent
 -  Seuil de régulation du plan d'eau
 -  Point coté en mNGF
 -  Chemin rural et d'exploitation
 -  Merlon végétalisé conservé
 -  Falaise à hirondelle
 -  Bosquet
 -  Secteur de compensation (au sein du périmètre ICPE)
 -  Amélioration des boisements en place
 -  Prairie humide*
 -  Zone de haut-fond
 -  Roselière
 -  Ripisylve avec ouvertures (développement spontané de saulaies)
 -  Ripisylve dense (développement spontané de saulaies)
 -  Plantation de saulaie
 -  Plantation d'aulnaie-frênaie
 -  Haie multistrates
 -  Haie simple
 -  Mare
 -  Zone graveleuse
 -  Élément végétal à conserver (haie, boisement)



* Des hibernaculums seront créés au sein de la prairie humide située au Nord-Ouest du site. Bien que l'échelle de la carte ne permette pas de les représenter, ils sont à prendre en compte dans les principes du réaménagement.

Annexe V

Planning prévisionnel des principales mesures de compensation des ZH

Actions	Planning prévisionnel												Sites	Année de mise en œuvre
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre		
Plantation de haie multi-estrée													SCBA, SCBB, SCBC, SCBD	AP+0
Conversion en prairie humide													SCBA, SCBD, SCBF	AP+0
Plantation de bosquets mixtes hydrocènes													SCBB, SCBF	AP+2 pour SCBI
Plantation de saules													SCBB, SCBE	AP+5 à AP+10 pour SCBB Est et SCBE
Brepage léger													SCBB, SCBE, SCBF	AP+5 à AP+10 pour SCBB et SCBE
Décapage													SCBB	AP+0
Amélioration des boisements en place													SCBB	AP+5 à AP+10
Création de mares forestières													SCBB	AP+0
Plantation de fourrés ripicoles													SCBC	AP+0
Plantation de haie simple													SCBC	AP+0
Remblaiement des fossés													SCBC	AP+0

Annexe VI Fiche mesure

Grand Est

Mise à jour 11 avril 2019

Fiche MESURE n° /

Pour le remplissage de cette fiche, voir la notice d'utilisation disponible sur le site internet de la DREAL Grand Est : <http://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/04-mesures-compensatoires-environnementales-r6916.html>

Si mesure comprise dans un dossier d'autorisation environnementale, procédure embarquée concernée :

- ☐ ' Autorisation au titre de la loi sur l'eau (installations, ouvrages, travaux et activités ou « IOTA »)
- ☐ ' Déclaration au titre de la loi sur l'eau (IOTA)
- ☐ ' Autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
- ☐ ' Enregistrement et déclaration d'une ICPE
- ☐ ' Dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés
- ☐ ' Autorisation de travaux en réserve naturelle nationale
- ☐ ' Autorisation de travaux en site classé
- ☐ ' Autorisation de défrichement
- ☐ ' Autorisation pour l'établissement d'éoliennes
- ☐ ' Autre (à préciser) :

Données informatiques

Nom du fichier compressé associé¹

Référentiel utilisé pour la numérisation

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> ' PCI Image
<input type="checkbox"/> ' BD PARCELLAIRE Image
<input type="checkbox"/> ' BD Ortho 20 cm | <input type="checkbox"/> ' PCI Vecteur
<input type="checkbox"/> ' BD PARCELLAIRE Vecteur
<input type="checkbox"/> ' Autre (à préciser) : |
|--|---|

Année du référentiel utilisé

Commentaire sur la numérisation

¹ Le fichier compressé associé à la mesure doit être au format compressé « .zip » (incluant la compression des fichiers .shx, .shp, .dbf, .prj, .qpj) et est obtenu à partir du gabarit QGIS disponible sur le site internet de la DREAL Grand Est (<http://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/04-mesures-compensatoires-environnementales-r6916.html>). Son nom ne doit pas comporter d'espace, et doit être dénommé en lettres capitales sur la forme « QGIS_[CODEPROJET]_[NOMPROJET]_[AAAAMM]_MESURE[N°ID].zip ».

[CODEPROJET] est constitué des 3 lettres codifiant le type de projet concerné, repris dans la liste suivante : NRJ = Énergie, FMI = Forages et mines, IAA = ICPE agro-alimentaires, CAR = ICPE carrières, DEC = ICPE déchets, PEO = ICPE éolien, ELE = ICPE élevages, IND = ICPE industrielles, MET = ICPE méthanisation, ICA = ICPE autre, INB = Installations nucléaires de base, INS = Installations nucléaires de base secrètes, INF = Infrastructures de transport, EAU = Milieux aquatiques, littoraux et maritimes, FAL = Sécurisation de falaises, CRU = Travaux de protection contre les crues, URB = Travaux, ouvrages, aménagements ruraux et urbains, PNN = Travaux soumis à autorisation en cœur de parc national, AUT = Autre. Il est obligatoire et doit être reporté sur toute transmission de fichier informatique.

[NOMPROJET] correspond au nom du projet sans espace, ni accent, ni mot de liaison, avec des majuscules à chaque début de mot le cas échéant. Il y a lieu de choisir un libellé pertinent à l'aide du ou des principaux mots clés du projet (projet, identification du pétitionnaire...).

[AAAAMM] correspond à l'année et au mois (en chiffres) de remise du fichier au service instructeur.

[N°ID] correspond à l'identifiant de la mesure indiqué dans le fichier compressé obtenu à partir du gabarit QGIS associé à la mesure (cf. champ « id »).

Données générales

Nom de la mesure²

Numéro ID de la mesure³

Classe

☐ Évitement
 ☐ Réduction
 ☐ Compensation
 ☐ Accompagnement

Sous-catégorie⁴

Champ ciblé

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Air | <input type="checkbox"/> Faune et flore |
| <input type="checkbox"/> Biens matériels | <input type="checkbox"/> Habitats naturels |
| <input type="checkbox"/> Bruit | <input type="checkbox"/> Patrimoine culturel et archéologique |
| <input type="checkbox"/> Continuités écologiques | <input type="checkbox"/> Population |
| <input type="checkbox"/> Eau | <input type="checkbox"/> Sites et paysages |
| <input type="checkbox"/> Équilibre biologique | <input type="checkbox"/> Sols |
| <input type="checkbox"/> Espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ou de loisirs | |
| <input type="checkbox"/> Facteurs climatiques | |

Description de la mesure

Mesure géolocalisable

☐ Oui
 ☐ Non

Si non, pourquoi ?

Dates de mise en œuvre

Date prescrite

(format : jj/mm/aaaa)

Durée prescrite

(en jour)

Date réelle

(format : jj/mm/aaaa)

État d'avancement actuel

☐ En projet
 ☐ Mise en œuvre en cours
 ☐ Terminée
☐ Réalisée
 ☐ Abandonnée

- 2 Le nom de la mesure doit être constitué d'un (ou plusieurs) mot(s) clé(s) permettant d'identifier facilement la mesure. Ce nom doit être identique à celui indiqué dans le fichier compressé de la mesure obtenu à partir du gabarit QGIS (cf. champ « nom »).
- 3 Le numéro ID de la mesure doit correspondre à l'identifiant de la mesure indiqué dans le fichier compressé obtenu à partir du gabarit QGIS associé à la mesure (cf. champ « id »).
- 4 Sous-catégorie (ou à défaut « catégorie ») correspond au champ « catégorie » renseigné dans le fichier compressé de la mesure obtenu à partir du gabarit QGIS, et doit être choisi à l'aide du guide d'aide à la définition des mesures ERC (Théma CGDD – janvier 2018) disponible à l'adresse : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/Th%C3%A9ma%20-%20Guide%20d%E2%80%99aide%20%C3%A0%20la%20d%C3%A9finition%20des%20mesures%20ERC.pdf> (cf. explications et illustrations en pages 56 et suivantes du guide). Conformément à la page 9 du guide précité, « tout élément susceptible d'enrichir cette classification [...] peut être transmis à l'adresse mail suivante : ldddpp2.ldddpp.Seei.Cqdd@developpement-durable.gouv.fr ».

Suivi

☐ ' Audit de chantier

☐ ' Bilan/CR de suivi

☐ ' Rapport fin de chantier

Modalités

☐ ' Autre (à préciser) :

Coût (€ TTC)

Le cas échéant, commentaire
sur l'efficacité de la mesure

Échéances

(format : jj/mm/aaaa)
et types de suivi prévus

Estimation financière de la mesure (K€ TTC)

Montant prévu

Montant réel

Le cas échéant, espèce(s) concernée(s) spécifiquement par la mesure
(en nom latin et nom vernaculaire – cf. site INPN : <https://inpn.mnhn.fr/accueil/index>)

Espèces animales
protégées

Espèces végétales
protégées

Commune(s) de localisation de la mesure (Code Postal) Nom

()

()

()

()

()

()

()		()	
()		()	

► La « fiche MESURE » doit être transmise au service instructeur au format .pdf. Son nom de fichier ne doit pas comporter d'espaces et suivre le format :

« [CODEPROJET]_[NOMPROJET]_[AAAAMM]_MESURE[N°ID].pdf ».

► Possibilité de joindre en fichier au format .pdf tout document utile à la compréhension et la localisation de la mesure compensatoire (extrait étude d'impact, plan de gestion, schéma d'aménagement, etc.).

Chaque fichier joint doit être au format .pdf. Son nom ne doit pas comporter d'espaces et suivre le format :
« [CODEPROJET]_[NOMPROJET]_[AAAAMM]_MESURE[N°MESURE]_PJ[N°PJ].pdf ».

Nombre de pièce(s) jointe(s) associée(s) à la fiche MESURE :

Annexe VI Fiche projet

Grand Est

Mise à jour 11 avril 2019

Fiche PROJET

Pour le remplissage de cette fiche, voir la notice d'utilisation disponible sur le site internet de la DREAL Grand Est : <http://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/04-mesures-compensatoires-environnementales-r6916.html>

Données générales

Code projet¹

Nom du projet

- ☐ Énergie (=NRJ)
- ☐ Installations destinées à la production d'énergie hydroélectrique
 - ☐ Ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés au sol
 - ☐ Installation en mer de production d'énergie
 - ☐ Lignes électriques aériennes très haute tension
 - ☐ Lignes électriques sous-marines
 - ☐ Canalisations d'eau chaude et vapeur d'eau
 - ☐ Canalisations destinées au transport de gaz inflammables, nocifs ou toxiques et CO2
 - ☐ Autres canalisations pour le transport de fluides
- ☐ Forages et mines (=FMI)
- ☐ Forages
 - ☐ Exploitations minières
- ☐ Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
- ☐ ICPE agro-alimentaires (=IAA)
 - ☐ ICPE élevages (=ELE)
 - ☐ ICPE carrières (=CAR)
 - ☐ ICPE industrielles (=IND)
 - ☐ ICPE déchets (=DEC)
 - ☐ ICPE méthanisation (=MET)
 - ☐ ICPE éolien (=PEO)
 - ☐ ICPE autre (=ICA)
- ☐ Installations nucléaires de base (=INB)
- ☐ Installations nucléaires de base secrètes (=INS)
- ☐ INS
 - ☐ INS autre
 - ☐ Stockage déchets radioactifs
- ☐ Infrastructures de transport (=INF)
- ☐ Voies ferroviaires (y compris ponts, tunnels et tranchées couvertes supportant des infrastructures ferroviaires)
 - ☐ Construction autoroutes et voies rapides
 - ☐ Construction route à 4 voies ou plus
 - ☐ Autres routes de plus de 10 km
 - ☐ Autres routes de moins de 10 km
 - ☐ Transports guidés de personnes
 - ☐ Aéroports
 - ☐ Autres
- ☐ Milieux aquatiques, littoraux et maritimes (=EAU)

Typologie/sous-typologie²

1 Le [CODEPROJET] est constitué des 3 lettres codifiant le type de projet concerné, repris dans la liste concernant la typologie/sous-typologie du projet ci-dessus : NRJ = Énergie, FMI = Forages et mines, IAA = ICPE agro-alimentaires, CAR = ICPE carrières, DEC = ICPE déchets, PEO = ICPE éolien, ELE = ICPE élevages, IND = ICPE industrielles, MET = ICPE méthanisation, ICA = ICPE autre, INB = Installations nucléaires de base, INS = Installations nucléaires de base secrètes, INF = Infrastructures de transport, EAU = Milieux aquatiques, littoraux et maritimes, FAL = Sécurisation de falaises, CRU = Travaux de protection contre les crues, URB = Travaux, ouvrages, aménagements ruraux et urbains, PNN = Travaux soumis à autorisation en cœur de parc national, AUT = Autre. Il est obligatoire et doit être reporté sur toute transmission de fichier informatique (cf. fichier compressé accompagnant la « fiche mesure »).

2 Inspirée du tableau en annexe de l'article R.122-2 du code de l'environnement, et complétée pour intégrer notamment les projets qui ne sont pas soumis au cas par cas ou à étude d'impact, mais qui peuvent néanmoins générer des mesures ERC.

- ☐ Voies navigables
- ☐ Ports et installations portuaires
- ☐ Canalisation et régularisation des cours d'eau
- ☐ Travaux, ouvrages et aménagements en zone côtière
- ☐ Travaux de récupération de territoires sur la mer
- ☐ Travaux de rechargement de plage
- ☐ Travaux, ouvrages et aménagements
- ☐ Récifs artificiels
- ☐ Projets d'hydraulique (agricoles, y compris projets d'irrigation et de drainage de terres)
- ☐ Dispositif de captage et de recharge artificielle des eaux souterraines
- ☐ Dispositifs de prélèvement des eaux en mer (et rejets en mer)
- ☐ Travaux, ouvrages et aménagements réalisés en vue de l'exploitation d'eau destinée à la consommation humaine dans une forêt de protection
- ☐ Barrages et autres installations destinées à retenir les eaux ou à les stocker
- ☐ Installation d'aqueducs sur de longues distances
- ☐ Ouvrages servant au transvasement des ressources hydrauliques entre bassins fluviaux
- ☐ Système de collecte et de traitement des eaux résiduaires
- ☐ Extraction de minéraux par dragage marin ou fluvial
- ☐ Stockage et épandage de boues et d'effluents
- ☐ Sécurisation de falaises (=FAL)
- ☐ Travaux de protection contre les crues (=CRU)
- ☐ Travaux, ouvrages, aménagements ruraux et urbains (=URB)
 - ☐ Travaux, constructions et opérations d'aménagement
 - ☐ Villages de vacances et aménagements associés
 - ☐ Aires de stationnement ouvertes au public, dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs
 - ☐ Terrains de camping et caravanage
 - ☐ Pistes de ski, remontées mécaniques et installation d'enneigement
 - ☐ Équipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés
 - ☐ Opérations d'aménagements fonciers agricoles et forestiers (AFAF)
 - ☐ Projets d'affectation de terres incultes ou d'entendues semi-naturelles à l'exploitation agricole intensive
 - ☐ Premiers boisements et déboisements en vue de la reconversion des sols
 - ☐ Crématoriums
- ☐ Travaux soumis à autorisation en cœur de parc national (=PNN)
- ☐ Autre (à préciser) (=AUT) :

Description succincte du projet

État d'avancement

- ☐ Autorisé
- ☐ Annulé
- ☐ Cessation d'activité
- ☐ Partiellement autorisé

Nom du maître d'ouvrage

Adresse

Numéro SIRET

Commune(s) de localisation (Code Postal) Nom

()		()	
()		()	
()		()	
()		()	
()		()	
()		()	
()		()	
()		()	

Phase chantier

Date de début du chantier
(format : jj/mm/aaaa)

Durée prévisionnelle du
chantier (en jour)

Date de mise en service
(format : jj/mm/aaaa)

Durée d'exploitation
(en jour)

Montants prévisionnels (K€ TTC)

De l'opération

Minimal

Maximal

Des mesures en faveur de
l'environnement

Minimal

Maximal

Nombre de mesures de compensation des atteintes à la biodiversité³ liées au projet :

Nombre de toutes les autres mesures liées au projet⁴ :

► La « fiche PROJET » doit être transmise au service instructeur au format .pdf. Son nom ne doit pas comporter d'espaces et suivre le format : « [CODEPROJET]_[NOMPROJET]_[AAAAMM].pdf⁵ ».

³ Le nombre de mesure(s) de compensation des atteintes à la biodiversité doit être obligatoirement renseigné. « On entend par biodiversité, ou diversité biologique, la variabilité des organismes vivants de toute origine, y compris les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques, ainsi que les complexes écologiques dont ils font partie. Elle comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces, la diversité des écosystèmes ainsi que les interactions entre les organismes vivants » (cf. article L.110-1 du code de l'environnement).

⁴ Les mesures autres que les mesures de compensation des atteintes à la biodiversité à comptabiliser sont : les mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement relatives aux milieux naturels (y compris biodiversité), au bruit (population et santé humaine), à l'air (terres, sol, eau, air et climat), aux paysages (biens matériels, patrimoine culturel et paysage), complétées de toutes les mesures de compensation autres que celles compensant les atteintes à la biodiversité.

⁵ [NOMPROJET] correspond au nom du projet sans espace, ni accent, ni mot de liaison, avec des majuscules à chaque début de mot le cas échéant. Il y a lieu de choisir un libellé pertinent à l'aide du ou des principaux mots clés du projet (projet, identification du pétitionnaire...).

[AAAAMM] correspond à l'année et au mois (en chiffres) de remise du fichier au format .zip au service instructeur.